

Le nucléaire tchèque : français de cœur, russe de raison ?

Description

Alors que deux des pays voisins de la République tchèque, l'Allemagne et l'Autriche, ont conforté depuis un an leur position de fers de lance de la dénucléarisation du continent européen, Prague maintient plus que jamais sa politique en faveur de l'atome.

Bien loin des interrogations post-Fukushima, le ministre tchèque de l'Industrie et du Commerce, Martin Kuba (ODS), a affirmé à l'occasion du VIII^e Forum international de régulation énergétique qui s'est tenu à Prague en mars 2012 que son pays devait persévérer dans sa politique d'exploitation et de production d'énergie nucléaire. Il a confirmé les objectifs d'extension de la centrale de Temelin, à l'achèvement 2025, et de prolongation de la durée de vie de celle de Dukovany, jusqu'en 2035. Il a même évoqué une réflexion sur l'éventualité de la construction d'une troisième centrale nucléaire dans le pays. Et encore, M. Kuba, qui a remplacé en novembre 2011 Martin Kocourek (ODS) à la tête du ministère, est bien moins ambitieux en la matière que son prédécesseur : ce dernier avait envisagé l'installation de plus de quinze nouveaux réacteurs dans le pays d'ici 2060, proposition qualifiée d'« irréaliste » par M. Kuba. M. Kocourek n'avait pas placé la barre si haut par hasard : son ambition était de faire passer la part du nucléaire à 80 % dans le mix énergétique tchèque.



Une stratégie de plus en plus nucléaire

La République tchèque est exportatrice d'électricité. En 2011, elle a même battu un record et s'est positionnée dans la catégorie des principaux fournisseurs d'énergie dans le monde en vendant 17,4 Twh. Les deux centrales nucléaires couvrent un tiers de la production nationale d'électricité. Avec l'extension de la centrale de Temelin, cette part pourrait passer à 50 %. Or l'une des obsessions des autorités, ici comme ailleurs, est d'assurer l'autosuffisance énergétique du pays. Pour Daniel Beneš, directeur général de E.ON, l'opérateur unique des centrales nucléaires et le principal groupe d'électricité tchèque, d'ici plus de 70 % par l'État, le développement du nucléaire est indispensable pour atteindre cet objectif.

La Stratégie énergétique de 2004^[1], encore en vigueur pour quelques semaines, faisait déjà la part belle au nucléaire, justifiant ce choix par la volonté d'indépendance énergétique et par la nécessité de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, tout en rappelant la dépendance totale aux importations de pétrole, de gaz et de combustible nucléaire. Les objectifs annoncés évoquaient un passage de la part du nucléaire dans la consommation énergétique du pays de 8,9 % en 2000 à 20,9 % en 2030 et, dans la production d'électricité, de 18,4 % à 38,6 %. Cette Stratégie devrait être remplacée, en juin 2012, par un nouveau texte élaboré par le ministère de l'Industrie et qui fixera la stratégie du pays pour 25 à 30 ans. Il

est vraisemblable que sera mise en avant la volonté de « stabiliser » le système énergétique et d'exploiter autant que possible les ressources nationales. Néanmoins, dans la mesure où il va falloir pallier l'épuisement prochain des réserves de charbon -ressource en outre mal perçue en ces temps de discours environnementalistes- et où la réduction de la dépendance au gaz reste une préoccupation quotidienne, mais aussi parce que les investissements dans les énergies renouvelables s'avèrent plus coûteux que prévu, on attend ce que la nouvelle Stratégie énergétique mette un accent encore plus fort sur le nucléaire. Certains médias bien informés font même état de « plans faramineux » en la matière[2].

Le rapport réalisé par le ministre de l'Industrie et approuvé par le gouvernement durant l'été 2011[3] confirme ces orientations : le texte annonce que, dans les 10 à 15 ans, des centrales thermiques produisant environ 4 000 MW par an seront fermées et que leur activité sera compensée par la montée en puissance du nucléaire. Il évoque l'extension de Temelin, la prolongation de Dukovany et la possible construction d'une nouvelle centrale, peut-être à Blahutovice (dans la région d'Ostrava, ce site étant considéré depuis les années 1980 comme favorable à une telle installation). À terme, note le rapport, la République tchèque pourrait même devenir le seul pays membre de l'Union européenne disposant d'un programme nucléaire civil complet, incluant l'exploitation de l'uranium, son enrichissement et la production d'électricité nucléaire. De ce triptyque, seule l'activité d'enrichissement n'est pas réalisée dans le pays pour le moment, mais une réflexion est en cours sur l'opportunité de créer une usine d'enrichissement d'uranium pour alimenter les centrales tchèques. La République tchèque est le dernier pays de l'UE qui exploite actuellement de l'uranium, à Rožnov, dans la région de Vysočina. Ce site étant en voie d'épuisement, il est question d'en ouvrir un autre, plus prometteur, permettant d'extraire cette matière première qualifiée dans le rapport de « ressource hautement stratégique ». Les organisations environnementales locales, comme Calla ou Hnutí Duha, ont largement critiqué le rapport de l'été 2011, digne selon elles de la politique énergétique des années 1970, basée sur les énergies fossiles et le nucléaire, alors qu'il serait temps de se préoccuper d'efficacité énergétique. Prévisions balayées d'un revers de main par M. Kocourek, qui argue d'une énergie peu chère et de l'insuffisance des énergies renouvelables. « Une partie de l'Europe part dans une direction différente, parce que, sans doute, ces pays ne se préoccupent pas de compétitivité », opposait-il à l'automne 2011 à ceux qui lui reprochaient de positionner le pays à contre-courant du mouvement global[4].

Défiant le scepticisme global qui, depuis l'accident de Fukushima, semble dominer le paysage énergétique mondial, la République tchèque est en effet en passe de devenir l'un des États les plus nucléarisés d'Europe et cite souvent la France comme modèle, les deux pays se présentant désormais comme les deux lobbyistes du nucléaire sur le continent : « Nous considérons que ce qui est arrivé à Fukushima n'a, en aucune façon, remis en cause les arguments en faveur de l'énergie nucléaire », a ainsi déclaré le Président Vaclav Klaus à l'automne 2011 devant les Nations unies ; « Nos arguments sont forts, économiquement rationnels et convaincants. Aujourd'hui, le nucléaire est une source d'énergie stable, légitime et, dans certains pays, irremplaçable »[5].

Deux centrales et de grandes ambitions

La centrale de Dukovany, entrée en fonction en 1985, est dotée de 4 réacteurs de type VVER-440 d'une capacité électrique de 500 MW chacun. Située en Moravie du sud, elle inquiète l'Autriche voisine. Initialement prévue pour avoir une durée de vie de 30 ans, elle est aujourd'hui objet de débats, Prague souhaitant prolonger son activité de dix ans tandis que la pression internationale se fait croissante en vue de sa fermeture. Les autorités tchèques n'excluent pas, en outre, de lui adjoindre un réacteur supplémentaire.

La centrale de Temelin, elle, située en Bohême méridionale à moins de 100 kilomètres des frontières autrichienne et allemande, est dotée de 2 réacteurs de type VVER-1000 de conception soviétique et d'une capacité de 1 000 MW chacun. Sa construction a été lancée en 1987, interrompue par la Révolution de velours en 1989, puis relancée peu après avec un projet revu à la baisse de 2 réacteurs au lieu des 4 initialement prévus. La mise en service a été réalisée en 2002 et 2003, après que le système de sécurité ait été modernisé par la société américaine Westinghouse. Cette centrale a toujours suscité la méfiance de l'Autriche voisine, très attentive au moindre incident et porteuse d'un discours alarmiste faisant état de risques sérieux pour la région. Malgré cette opposition, un appel d'offres a été lancé en 2009 pour l'ajout de deux réacteurs. Il s'agit du plus important contrat public tchèque de ces dernières années, évalué à près de 200 milliards de couronnes tchèques.

Le Français Areva, l'Américain Westinghouse (filiale du Japonais Toshiba) et un consortium formé par le Russe Atomstroyexport et le groupe tchèque Ákoda JS sont en lice. Ils doivent remettre leur copie le 2 juillet 2012 et le nom de l'entreprise élue sera annoncé à la fin de 2013. Chaque concurrent présente un projet faisant appel à une technologie spécifique mais non encore éprouvée, dite de « Génération 3+ ». L'EPR d'Areva, d'une puissance de 1 650 MW, a connu quelques déboires dans son application en Finlande mais peut se prvaloir et il est le seul à avoir reçu une licence au sein de l'UE. L'AP 1000 de Westinghouse, d'une puissance de 1 150 MW, n'a pas de licence aux États-Unis. Quant au VVER 1200 d'Atomstroyexport, d'une puissance de 1 158 MW, il a rencontré des problèmes en juillet 2011 à la centrale de Leningrad.

D'autres paramètres sont en jeu: le Plan d'action 2011-2013 qui lie la France et la République tchèque prévoit une coopération institutionnelle dans le domaine de l'énergie nucléaire et dans celui de l'éducation et de la recherche, scellée par un accord entre les représentants d'Areva et les présidents de l'université de Plzeň et de la faculté des Technologies nucléaires de Prague. De plus, Areva a pris contact avec une quinzaine d'entreprises tchèques, qui pourraient être impliquées dans la construction du réacteur en cas de victoire du Français (Areva envisage de créer 5 000 emplois localement). La société Westinghouse, elle, a signé en 2012 un contrat avec Metrostav, le plus gros constructeur tchèque qui, si l'entreprise américaine remporte l'appel d'offres, se verra confier le tiers de la valeur des travaux.

La Russie: s'en faire ou coopérer ?

La Russie non plus ne ménage pas ses efforts. En mars 2012, Rosatom, maison-mère d'Atomstroyexport, a fait savoir qu'il serait prêt à financer en partie ou en totalité le projet d'extension de Temelin, le plus vraisemblable étant une répartition 49/51 % des parts [6]. Par cette posture, la Russie se démarque des deux autres concurrents qui, eux, envisagent de

sâ??engager sur la construction mais pas sur le financement de lâ??unitÃ©. Au moment oÃ¹ le ministÃ¨re tchÃ¨que des Finances vient dâ??annoncer quâ??il est hors de question que lâ??Ã?tat tchÃ¨que garantisse un prÃ©t pour ce projet, LeoÅ¡ TomiÅ¡ek, le prÃ©sident de Rusatom Overseas, la branche extÃ©rieure de Rosatom, dÃ©clare envisageable de chercher le financement nÃ©cessaire auprÃ©s de lâ??Ã?tat russe... Et de prÃ©ciser que, si le partenaire russe remporte lâ??appel dâ??offres, il crÃ©era 9Ã 000 emplois locaux. Ultime argument, le concurrent russe bÃ©nÃ©ficie en outre des dÃ©cennies de coopÃ©ration nuclÃ©aire entre les deux pays.

La stratÃ©gie de Rosatom semble payante pour le moment, supprimant quelques entraves du cÃ¢tÃ© tchÃ¨que. Rationnelle en termes Ã©conomiques et techniques, une coopÃ©ration nuclÃ©aire intense avec la Russie pourrait toutefois entrer en contradiction avec certaines prioritÃ©s gÃ©opolitiques de la RÃ©publique tchÃ¨que: si le pays mise sur le nuclÃ©aire, câ??est notamment pour assurer son indÃ©pendance Ã©nergÃ©tique, actuellement mise Ã mal par le fait que les deux tiers des importations du gaz consommÃ© viennent de Russie. La proposition russe pose Ã©galement la question de la capacitÃ© de lâ??Ã?tat tchÃ¨que Ã assurer tous les projets dans lesquels le pays est engagÃ©, notamment au regard du dÃ©veloppement des Ã©nergies renouvelables La direction de Å?EZ ne cache pas que la compagnie a la capacitÃ© de financer le dÃ©veloppement de Temelin sur ses fonds propres et par le biais dâ??emprunts mais que cela risque de rÃ©duire sa capacitÃ© au regard des autres formes dâ??Ã©nergie.

Martin Bursik, leader du parti des Verts, regrette lâ??absence de dÃ©bat dans le pays depuis Fukushima. Cela permettrait pourtant de sâ??interroger sur les risques, alors que les sondages montrent que les deux tiers des TchÃ¨ques se disent favorables au nuclÃ©aire[7]. Cela offrirait aussi une occasion, selon lui, de mesurer lâ??isolement croissant de la RÃ©publique tchÃ¨que sur la scÃ¨ne europÃ©enne. La France, toute outsider quâ??elle soit pour le moment, ne lâ??entend pas ainsi: Å«Å Le passÃ© nâ??est pas lâ??avenirÅ», rÃ©torque le reprÃ©sentant dâ??Areva Å lâ??argument de lâ??expÃ©rience russe en matiÃ¨re de coopÃ©ration nuclÃ©aire avec Prague[8]. Å«Å Nous ne faisons pas de gÃ©opolitiqueÅ», ajoute-t-il pour rÃ©cuser lâ??idÃ©e que Paris pourrait Ãªtre tentÃ© de voir dans ce projet tchÃ¨que un facteur dÃ©terminant pour lâ??avenir dâ??une filiÃ¨re nuclÃ©aire europÃ©enne fragilisÃ©e par Fukushima. Prague ne commente pas.

Notes :

- [1] www.mpo.sz/dokument12265.html.
- [2] Notamment, Å *HospodÃ¡řskÃ© Noviny*, 8 septembre 2011.
- [3] Å *AktuÃ¡lnÃ©.cz*, 19 aoÃ»t 2011.
- [4] Å *Reuters*, 8 septembre 2011.
- [5] Å *The Washington Post*, 8 octobre 2011.
- [6] Å *Ceskapozice.cz*, 20 mars 2012.
- [7] Å *Radio Praha*, 8 fÃ©vrier 2012.
- [8] Å *Ceskapozice.cz*, 27 octobre 2011.

Vignette : Å La centrale de Temelin Å www.cez.cz.

* CÃ©line Bayou est co-rÃ©dactrice en chef de *Regard sur l'Est*.

244x78

Image not found or type unknown

date crée

01/04/2012

Champs de Méta

Auteur-article : Céline BAYOU*